

A close-up portrait of a middle-aged man with a shaved head, looking slightly to the right. He is wearing a dark suit jacket over a blue patterned shirt. The background is a warm, textured wall.

3€

regards

N° 64
FÉVRIER 2016

**PRIMAIRES,
PLAN B :
LA GAUCHE EN QUÊTE
DE REFONDATION**

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction

Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique

Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction

Loïc Le Clerc, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Gildas Le Dem,
Catherine Tricot, Laura Raim,
Marion Rousset, Jérôme Latta

Administration et abonnements

Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité

comptabilite@regards.fr

Publicité

Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards

Directrice de la publication

et gérante

Clémentine Autain

Photo de couverture CC Marc Lozano

SOMMAIRE N°64

PRIMAIRES, PLAN B : LA GAUCHE EN QUÊTE DE REFONDATION

PRIMAIRE DES GAUCHES : LA PEUR DU PIÈGE

Séduisante au premier abord, l'organisation d'une primaire pour désigner le candidat de gauche à la présidentielle 2017 suscite une adhésion mitigée. Jean-Luc Mélenchon, lui, a pris les devants et repris le devant de la scène pour se poser en (seul) recours.

P. 04 - Primaire à gauche : c'est pas gagné

P. 08 - Primaire des gauches et des écolos : un appel bien lancé

P. 12 - Mélenchon face au peuple et à lui-même

UNE AUTRE EUROPE EST-ELLE ENCORE POSSIBLE ?

Pour échapper à l'alternative du «repli national» et de la poursuite d'un projet européen de moins en moins soutenable, et pour refonder l'UE, Yanis Varoufakis et ses alliés veulent amorcer un nouvel élan démocratique.

P. 14 - Plan B, épisode I

P. 18 - Avec DiEM25, Varoufakis veut refonder l'utopie européenne

P. 22 - Yanis Varoufakis : « Nous voulons démocratiser l'Union européenne »

P. 26 - Que faire de l'Union européenne ?

LA GAUCHE LÀ OÙ ON NE L'ATTENDAIT PAS

Jeremy Corbyn à la tête des travaillistes au Royaume-Uni, Bernie Sanders en pleine ascension dans les primaires américaines : les anglo-saxons peuvent désormais nous donner des leçons de radicalité... et surtout nous inspirer.

P. 36 - Quel «socialiste» est Bernie Sanders ?

P. 40 - Jeremy Corbyn : premier bilan et perspectives

Primaire à gauche : c'est pas gagné

Organiser une primaire de la gauche pour la présidentielle 2017, l'idée fait son chemin : personne n'a l'air contre... mais personne ne se dit vraiment pour. Une circonspection qui traduit les doutes sur la capacité de la démarche à relancer une dynamique.

Lancé officiellement dans Libération le 10 janvier par, entre autres, Daniel Cohn-Bendit, Yannick Jadot et Thomas Piketty, l'appel «Pour une primaire de gauche» a beaucoup fait parler de lui. L'idée courtait aussi depuis plusieurs mois dans les esprits de Caroline De Haas, militante féministe, et des quelques 499 membres du comité de soutien. Leur ambition : « Placer la primaire dans l'espace public, la rendre imaginable, possible ».

De Haas, qui a quitté le PS il y a deux ans, émet cependant une réserve : « Ils comptent sur les partis pour l'organiser », et l'envie ne semble pas au rendez-vous. Elle a donc décidé d'ouvrir le processus d'organisation et de financement pour que « les citoyens et citoyennes prennent les choses en main », sans pour autant exclure les partis du

dialogue. Éric Coquerel, coordinateur politique du PG, voit tout cela d'un mauvais œil, considérant qu'une primaire n'est qu'une « machine à entretenir la Ve République, une machine à perdre ». Du côté d'Ensemble, selon François Calaret, membre de la direction, ces initiatives ont pour bénéfice de provoquer « un électrochoc dans le débat sur le socle commun à la gauche en vue de la présidentielle ».

DE QUELLE GAUCHE PARLE-T-ON ?

De la gauche gouvernementale au NPA ? Peu le disent mais tous le pensent, jamais le PS ne prendra un tel risque. Imaginez Mélenchon faisant la campagne de Hollande, ou l'inverse : l'idée ne tient pas la route. D'ailleurs, sur le site primai-

redegauche.fr, à la question «Hollande peut-il être candidat ?», la réponse est la suivante : « Si Hollande considère que les propositions qu'il porte aujourd'hui sont une impasse et qu'il souhaite proposer un autre chemin, la primaire est faite pour lui ! »

« Tout ça est quand même vague, commente Coquerel, il ne faut pas entretenir la confusion et cultiver l'idée qu'un rassemblement au premier tour derrière le PS est possible. » Une idée partagée par Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, qui souligne le risque de s'étiqueter comme « primaire de la gauche de la gauche, alors qu'il faut disputer le leadership de la gauche à François Hollande ».

Il s'agit donc d'une primaire de ceux qui partagent « une base commune », pour reprendre les mots de Calaret, sans quoi personne n'acceptera d'y participer. Seulement, parmi les signataires de l'appel de Libé, certains croient encore que le gouvernement doit en faire partie. En attendant que les ambiguïtés s'estompent et que les masques tombent, par peur de jouer pour le camp adverse, personne ne bouge.

LES IDÉES AVANT LE CASTING

« On ne sait pas qui va se présenter, il y a des conditions d'accès qui seront définies collectivement », ainsi qu'une «charte de la Primaire», sorte de programme éthique du candidat désigné, « et on espère pouvoir faire émerger de nouveaux profils », précise De Haas. Ce

dernier point accentuerait les divisions, selon Coquerel, par « l'accumulation des candidatures qui n'auraient peut-être jamais vu le jour autrement ». Il préférerait « se mettre d'accord sur le projet, sur la stratégie » plutôt que de « perdre son temps » à savoir qui va être la tête d'affiche. « Cela ne fait qu'ajouter des obstacles à la course », juge-t-il.

Du côté d'Ensemble, on pense qu'il faut « à la fois travailler sur le contenu et sur le mode de désignation du candidat ». Les idées avant le casting, Dartigolles l'espère, le tout devant aboutir à une « plateforme de grandes propositions donnant à voir un programme de gauche ». L'intérêt d'une primaire serait qu'elle engendrerait une dynamique dans laquelle personne ne se permettrait de faire son mauvais perdant. Et quoi de tel qu'une campagne présidentielle pour faire entendre une voix opposée au social-libéralisme, qui ne vienne pas du FN ? Quitte à ce qu'elle ne soit qu'un tremplin pour les législatives suivantes, et 2022. Pour De Haas, il reste à espérer que la primaire s'impose à tous, avant que chacun ne se désiste.

REFONTE DE LA GAUCHE ET DE LA CITOYENNETÉ

Au-delà des craintes et interrogations que suscite la primaire chez les politiques, qu'en pense le peuple ? Aux vues des sondages, les citoyens sont majoritairement favorables à ce qu'elle désigne le candidat de la gauche. De Haas reçoit de nombreux messages de

soutien, avec quelques inquiétudes autour de l'interrogation « De quelle gauche parle-t-on ? ».

Mais c'est avant tout l'aspect « reprise en main de la citoyenneté » qui attire. « L'appropriation par le plus grand nombre de ce processus est une condition de sa réussite », martèle Dartigolles. Une fois de plus, Coquerel reste très perplexe : « Je crois qu'on ne va impliquer qu'un spectre très étroit de militants et de sympathisants », reléguant à la marge les abstentionnistes ou les électeurs qui se sont tournés vers le FN.

Pour Dartigolles, « il faut penser une refondation culturelle de la gauche, sur le terrain des idées », avec pour point d'orgue les questions d'égalité et de justice. Une « reconquête idéologique de longue haleine qui dépassera 2017 », assure le porte-parole du PCF. D'après Coquerel, il convient de voir plus loin pour dépasser le Front de gauche en tant que cartel de partis : « Il faut envisager que chacun de nos partis doive disparaître à l'avenir pour se fondre dans un espace commun ». La route sera longue.

● LOÏC LE CLERC

Primaire des gauches et des écolos : un appel bien lancé

Au premier débat organisé par l'appel en faveur d'une primaire des gauches, plusieurs centaines de citoyens ont exprimé leur volonté de s'engager dans l'aventure. En affirmant la priorité à l'élaboration d'un programme et au respect des engagements.

« Je suis là parce qu'il n'y a pas le choix ! » Le propos d'Hervé Hamon, romancier, résume l'état d'esprit d'une Bellevilloise (Paris 20e) pleine à craquer, ce mercredi 3 février. Pour ce qui est de l'assistance, les initiateurs de l'appel «Notre primaire» ont réussi leur pari. Outre pas loin de six cents personnes, une bonne part de la gauche politique et des écolos a tenu à être présente pour le premier débat public organisé à la suite du lancement d'un appel à une primaire des gauches et des écologistes dans Libération. Bien sûr, certains arrivent avec des arrière-pensées, mais le public, lui, ne veut pas entendre parler d'individus, beaucoup plus de projet et d'engagements. Des engagements qu'il faudra tenir, la prochaine fois.

CONJURER LE «CRASH DÉMOCRATIQUE»

S'il y a une prochaine fois. Les résultats du premier tour de l'élection régionale de décembre 2015 dessinent la perspective d'un « crash démocratique », selon l'expression de l'eurodéputé EELV Yannick Jadot, un des initiateurs de l'appel #notreprimaire. Comme si, après s'être voilé les yeux, une bonne partie de la gauche voyait désormais se profiler sa nouvelle absence du second tour de la présidentielle, avec un duel entre Sarkozy et Marine Le Pen en mai 2017. Mais ce n'est pas que cette perspective qui rassemble autant de monde, « les alcooliques anonymes qui ont voté François Hollande en 2012 », résume Raphaël pour caractériser celles, nombreuses, et

ceux venus écouter ou tenter de « retrouver une place ».

Militante socialiste « depuis quinze ans », Corinne se dit « désemparée », « perdue », surtout depuis l'annonce par le couple exécutif de la déchéance de la nationalité pour les binationaux. « J'ai besoin de ça, dit-elle, sobrement. J'ai besoin de la primaire. » Son propos répond à l'interpellation d'un jeune homme, assistant parlementaire, qui confie :

« J'ai peur de la primaire car si Hollande perd, c'est le PS et donc toute la gauche qui disparaît de l'imaginaire. »

L'ombre du président de la République plane sur les débats. Rappel qu'en Ve République, il est partout. Ce n'est pas pour rien que les initiateurs de l'appel #notreprimaire sont nombreux à appeler de leurs vœux un changement d'institution. Guillaume Duval, le rédacteur en chef d'Alternatives économiques, est l'un d'eux et assume la contradiction. Pour resituer immédiatement l'enjeu de la démarche :

« Nous ne sommes pas là pour parler du casting. Nous sommes là parce que, à gauche, malgré les clivages alimentés par les deux extrêmes – vallsisme et mélenchonisme – nous avons un fond commun. »

AVEC OU SANS HOLLANDE ?

Dans le même ordre d'idées, le député socialiste frondeur Laurent Baumel souhaite rappeler que « contester l'automatisme de la candidature du président sortant, c'est déjà plus trop Ve République ». Avec ses amis des gauches du PS, il a pris position samedi 30 janvier, en faveur d'une primaire sans préalable ni veto, en conformité avec la motion « À Gauche pour gagner » présentée au dernier congrès du PS.

Cette sensibilité n'écarte aucun scénario : ni la participation de François Hollande à la primaire, ni que le même ne soit finalement pas candidat du tout. Pour les communistes, représentés par Olivier Dartigolles, « cette primaire doit être celle de l'alternative à gauche, face à la politique du gouvernement ». Le porte-parole du PCF rappelle, au préalable, tout l'intérêt que son parti porte à l'appel. Sans pour autant froisser un Jean-Luc Mélenchon qui a affirmé qu'il ne participerait pas à une primaire à laquelle François Hollande concourrait. La situation amène Daniel Cohn-Bendit, parmi les personnes à l'origine de l'appel, à qualifier Mélenchon et Hollande d'« alliés objectifs » en la matière. L'ex-eurodéputé vert ne cache pourtant

pas que l'intérêt de la primaire pourrait être de relégitimer un François Hollande passablement démonétisé aujourd'hui. Parce que l'ensemble des candidats à la primaire sera tenu d'en soutenir le vainqueur... Comme dans un bon vieil accord électoral mais qui, cette fois, serait élaboré et passé au grand jour. C'est ce que suggère, en tous cas, l'économiste Thomas Piketty :

« L'unité ne peut plus venir d'en haut. L'unité ne se fera que dans la démocratie et dans le débat. »

SENTIMENT D'URGENCE

Une reprise en main : c'est aussi dans ce sens que Cécile Duflot lance son appel à un public qui clame son désarroi quand la politique trahit ses promesses et ne l'écoute plus :

« Emparez-vous de la politique. Je veux que cette aventure réussisse, que nous montrions ensemble que la gauche – celle qui défend les humiliés, qui prône l'émancipation et la justice sociale – n'est pas morte. »

De son côté, l'économiste Bernard Marx souligne : « Si François Hollande gâche... pardon, gagne la primaire, la gauche est morte ». Un propos tranché qui soulève les applaudissements

nourris d'une salle où se mêlent jeunes et moins jeunes. À l'appui, depuis sa chaise, Marine relève : « Quand on voit que, sur certains dossiers, même la droite trouve que le gouvernement va trop loin, oui la gauche a un problème ». Les échanges se poursuivent, des sourires s'esquissent. La féministe Caroline de Haas, qui a lancé le site primairedEGAUCHE.fr, annonce que 2.000 bénévoles sont prêts à s'investir dans l'organisation de la primaire et invite à prendre les devants :

« N'attendons pas les partis. S'ils nous rejoignent, tant mieux et bravo. Mais n'attendons pas, sinon nous serons pris par le temps ».

Le sentiment d'urgence est prégnant parmi les présents. Et l'annonce, par Yannick Jadot, mué en monsieur loyal de la soirée, d'une plateforme à co-élaborer pour organiser l'organisation du processus citoyen achève de motiver les présents. Reste à, comme le suggère Hervé Hamon, « ne pas trop discuter entre nous. Allons à la rencontre de la société civile, c'est là où sont les forces. Allons aussi en province ». Les initiateurs de #notreprimaire lui donnent raison en annonçant, déjà, « des débats à venir partout en France ». ● **NATHANAËL UHL**

Mélenchon face au peuple et à lui-même

En annonçant sa quasi-candidature à l'élection présidentielle de 2017, Jean-Luc Mélenchon prend de court son propre camp, auquel il ne laisse pas d'autre choix que celui de son propre leadership. Les dés sont lancés.

C'est sur TF1 que Jean-Luc Mélenchon a décidé hier soir de rendre publique sa candidature à l'élection présidentielle. Certes, la formule est un peu alambiquée : il « propose » sa candidature. Mais il ne fait aucun doute que cette proposition est davantage qu'une hypothèse. Un site – jlm2017.fr – est déjà en ligne et il en a fait la promotion de façon réitérée lors de l'émission.

Mélenchon a jeté toute son énergie dans cette nouvelle bataille. Il s'y sent conduit par une analyse de l'état de la gauche. D'abord, il a récusé encore une fois l'hypothèse d'une primaire de toute la gauche. On le comprend : elle n'a aucun sens tant les bases politiques communes se sont davantage dissoutes pendant le quinquennat.

Il fait ensuite mine de ne voir aucune force favorable à une primaire de l'autre gauche. Il n'en est évidemment rien : l'idée d'un rassemblement des forces opposées à gauche à la politique gouvernementale s'exprime et se défend. Mais il récuse cette possibilité. Il est convaincu d'être le seul représentant crédible d'une alternative au

hollandisme. En fait et plus au fond, il ne croit plus à une dynamique possible autour des partis et des forces constituées, notamment au Front de gauche.

Il décide donc de se présenter en s'adressant directement au peuple. D'où son choix d'un média de plus large audience – le 20 heures de TF1. D'où surtout son modèle d'une mobilisation citoyenne « à la Bernie Sanders » dont il fait aujourd'hui sa référence.

La gauche, selon lui, n'est plus une réserve de mobilisation. Il fera donc campagne au nom du peuple. Son slogan est trouvé : « La France insoumise, le peuple souverain ». Sa visée est « l'intérêt général humain ». Sa méthode se trouve dans la sortie des traités européens et dans une laïcité affirmée. Sur ces bases, Jean-Luc Mélenchon escompte un soutien direct et massif à travers son site Internet. Il met ses alliés de la gauche de gauche devant le fait accompli. Il ne négociera rien. C'est à prendre ou à laisser. On verra rapidement ce qu'il en est de ses espoirs de rassemblement citoyen sur une telle base. ● CATHERINE TRICOT

Plan B, épisode 1

Alexis Tsipras n'avait pas de plan B. C'est cette faille, exploitée par ses «partenaires» européens, que Jean-Luc Mélenchon et ses invités veulent combler ce week-end en organisant à Paris le premier «sommet internationaliste pour un plan B en Europe».

Cosigné par l'ancien ministre des Finances grec Yanis Varoufakis, l'ancien ministre des Finances allemand Oskar Lafontaine, ainsi que Stefano Fassina, ancien vice-ministre des Finances italien, et Zoé Konstantopoulou, ancienne présidente du parlement grec, l'appel avait été lancé en septembre dernier après l'écrasement du «printemps athénien» et l'imposition d'un troisième mémorandum pire que celui que les Grecs avaient massivement rejeté par référendum le 5 juillet. Les cinq signataires affirmaient que, face au chantage au «grexit» de la Troïka, les forces anti-austérité devaient elles aussi se doter d'un plan B pour « renforcer (leur) position » et appuyer leur plan A – « une renégociation complète des traités européens ».

« UNE DÉMONSTRATION D'INTERNATIONALISME CONCRET »

Outre ses initiateurs, la conférence réunira une quarantaine de parlementaires, ex-ministres, économistes, sociologues, représentants d'ONG et journalistes venus de Grèce, d'Allemagne, d'Espagne, d'Italie, de Belgique, des Pays-Bas mais aussi des pays extérieurs à la zone euro comme le Royaume-Uni et le Danemark ainsi que deux pays africains – le Sénégal et le Mali.

Soit « une belle démonstration d'internationalisme concret », écrit sur son blog Jean-Luc Mélenchon, qui avait précisé à la fête de l'Huma : « nous ne présentons pas un plan pour notre pays, pour la gauche, nous présentons un plan conforme à l'intérêt général de 450 mil-

lions de personnes qui habitent à l'intérieur de l'Europe ».

L'un des enjeux du sommet est en effet de démontrer qu'il est possible pour un parti, décidé à s'affranchir du cadre néolibéral européen, de mobiliser à l'échelle nationale, sans pour autant sombrer dans le « repli sur soi » nationaliste. Comme l'expliquait Éric Coquerel lors de l'université d'été du Front de gauche, « le Plan B et son sommet recoupe deux choses : la revendication de l'indépendance – oui le peuple a le droit de prendre des mesures unilatérales – et la dimension internationaliste. Il y a la question de la construction d'une alternative géopolitique internationale qui se pose »

L'EURO : EN SORTIR OU PAS ?

Trois sujets seront abordés au cours de neuf tables rondes : « maîtriser la monnaie », « maîtriser les dettes publiques » et « maîtriser le commerce international ». Si les deux derniers thèmes sont relativement consensuels, la gauche européenne s'accordant sur la nécessité de plus ou moins restructurer, voire d'effacer, la partie « illégitime » de la dette et de lutter contre les traités de libre échange comme le TAFTA, voire pour certains de rétablir des mesures protectionnistes, le premier thème est celui qui polarise le plus au sein de la gauche. Car si tout le monde admet qu'il est impératif de « rompre » avec les traités d'une monnaie devenue « l'instrument de la domination économique et politique de l'oligarchie européenne », le débat est loin d'être

tranché quant à la possibilité de le faire tout en restant dans l'euro.

De fait, le terme de « Plan B » renvoie à des pistes bien différentes. Tel que le concevait Yanis Varoufakis lorsqu'il était ministre des Finances, celui-ci, que Tsipras avait rejeté juste après le référendum, « n'était pas de revenir à la drachme, mais d'instaurer une monnaie parallèle (virtuelle) libellée en euros, même avec les banques fermées, jusqu'à ce que la pression soit suffisamment forte sur Merkel » pour obtenir un bon accord, a-t-il répété lors de la Fête de l'Huma. Varoufakis l'a redit dans un entretien accordé à Ballast :

« Une fois que vous avez créé une union monétaire, vous ne pouvez plus revenir en arrière en empruntant le même chemin à l'envers, car ce chemin n'existe plus, le chemin qui nous a menés là a disparu. Retourner en arrière, c'est aller vers la dévaluation compétitive, risquer l'augmentation des tensions nationalistes, une fragmentation encore plus poussée de l'Europe ».

Bien que candidate en septembre sur les listes d'Unité populaire, le nouveau parti favorable à une sortie de l'euro (lire l'interview de Panayotis Lafazanis), Zoé Konstantopoulou est également très réservée sur cette question.

AU-DELÀ DES DIVERGENCES, FAIRE RUPTURE

D'autres intervenants (dont l'auteur de cet article), convaincus de la vanité de toute tentative de réformer l'UE de

l'intérieur, militent au contraire pour une sortie de l'euro. Pour eux, la préparation à cette sortie n'est ni une fin en soi, ni seulement une carte à jouer, une arme de dissuasion massive, dans le rapport de force face à la Troïka : il s'agit du préalable nécessaire pour restaurer à court terme la souveraineté populaire et mener des politiques progressistes et sociales. C'est la position du fondateur de Die Linke Oskar Lafontaine, des économistes Frédéric Lordon et Cédric Durand (membre d'Ensemble !), mais aussi de l'eurodéputé grec Nikolaos Chountis, qui a rejoint Unité populaire, et de l'économiste et ex-député Syriza Costas Lapavistas – également membre du parti des dissidents de Syriza. Et ces derniers n'ont pas attendu le jeu de massacre à Bruxelles, cet été, pour affirmer l'impossibilité à court terme de transformer par la négociation et l'argumentation rationnelle l'euro austéritaire en euro progressiste.

Si chacun est conscient de ces divergences, tout l'intérêt du sommet est précisément de ne pas s'y arrêter. En faisant plancher une table ronde sur les conditions de possibilité d'un plan A et l'autre table ronde sur l'élaboration d'un plan B au cas où ces conditions ne sont pas réunies, le sommet dépasse la binarité entre rester et sortir, et fait avancer la réflexion sur la mise en œuvre d'une véritable rupture. En diplomatie, cela s'appelle l'ambiguïté constructive.

● **LAURA RAIM**

Avec DiEM25, Varoufakis veut refonder l'utopie européenne

À Berlin, Yanis Varoufakis a lancé le mouvement DiEM25 pour combattre l'échec de l'UE et fédérer une nouvelle génération capable de refonder un rêve politique pour le continent.

Incontestablement, Yanis Varoufakis aime les symboles. Il l'a encore prouvé le 9 février. Dans le «salon rouge» de la Volksbühne, littéralement la «scène du peuple», un des théâtres les plus fameux de l'ex-Berlin Est, l'ex-ministre grec des Finances a lancé DiEM2025 (Democracy in Europe Movement). Cette initiative paneuropéenne se veut, explique-t-il, «réellement horizontale» (lire aussi Yanis Varoufakis : « Nous voulons démocratiser l'Union européenne »). Lui qui a résisté à l'ordolibéralisme allemand pendant ses six mois au sein du gouvernement grec est venu parler de la nécessité d'un nouvel ordre européen dans ce lieu historique de la gauche allemande, connu entre autres pour son rôle lors de la révolution pacifique de 1989 dans l'ex-RDA.

L'URGENCE D'UNE REFONDATION

Une nouvelle «révolution» est-elle alors en marche, un «tournant» visant à se débarrasser de l'oppression bruxelloise ? Il est trop tôt pour l'affirmer, explique en substance Yanis Varoufakis au lendemain du rendez-vous (entretien à paraître dans Regards trimestriel). Il reconnaît que ce mouvement « pourrait échouer », mais pour lui, « il n'existe pas d'alternative ».

Le mot, d'ailleurs, est souvent questionné par les participants au cours des trois conférences qui se sont enchaînées pendant la journée. Une des causes de ce manque de politiques alternatives : les institutions européennes, régulièrement prises pour cible lors des conférences. Et la critique a été renouve-

lée lors de la soirée de lancement, au cours de laquelle se sont exprimés, trois heures durant, des intervenants aussi divers que des philosophes – le Croate Sre ko Horvat et le Slovène Slavoj Žižek –, des personnalités politiques comme l'Allemande Katja Kipping (Die Linke), la Française Cécile Duflot (Les Verts) ou le Danois Rasmus Nordqvist (Les Alternatifs), mais aussi des syndicalistes comme Hans-Jürgen Urban (IGMetall) ou encore une représentante allemande de Blockupy, pour n'en citer que quelques-uns.

LE DEVOIR DE L'UTOPIE

Aux yeux de tous, le moment est crucial. S'il n'y a pas des changements fondamentaux au sein de l'UE, le projet européen court droit à la catastrophe. Guest star présent par écran interposé, l'activiste Julian Assage a ainsi expliqué : « Après la deuxième guerre mondiale, il y avait le rêve de ce que l'Europe pourrait être. Ce rêve a été perdu. » Plus tôt dans la journée, le tonitruant ex-ministre grec des Finances avait estimé que l'UE doit se refonder... ou elle mourra. Après elle, le chaos. « Une désintégration de l'UE susciterait un effondrement ressemblant terriblement à ce qui s'est passé dans les années 30 » avec l'arrivée des nazis au pouvoir, pronostique-t-il. Et d'enfoncer le clou un peu plus tard, micro en main :

« Je dis à mes amis communistes, ou de gauche, qui pensent que le retour à l'État-nation serait une solution qu'ils se

trompent. À chaque fois que l'histoire a emprunté cette voie, le résultat fut catastrophique. C'est systématiquement le fascisme qui l'emporte ».

Ou encore, l'économiste iconoclaste expliquait dans une de ces formules dont il a le secret :

« La volonté de changer l'Europe est peut-être utopique, mais c'est un devoir que d'essayer. Sinon, la plus sévère des dystopies [contre-utopie, NDLR] surviendra : celle connue dans les années 1930 ».

REFAIRE LE PARI DE L'EUROPE

« Fédérer » des citoyens et de personnalités aux parcours et idées politiques potentiellement divergentes, mais ayant tous un point commun : être démocrate. Telle est l'ambition formulée pour inverser le mouvement. C'est toutefois sur ce point qu'émerge une première critique. Lors de la longue soirée de lancement, des personnalités se sont succédées à la tribune... mais les citoyens n'ont eu que peu accès à la parole. « C'est un processus en construction », explique Julien Bayou. Le jeune écolo, en tout cas, soutient l'initiative

« Personne au monde n'aurait plus de raisons d'être anti-européen que Varoufakis. Mais quand il se donne les moyens de démocratiser l'Europe à l'horizon de dix ans, je signe des deux mains ».

Pour le porte-parole d'Europe Ecologie-Les Verts, la démocratisation de l'UE est l'affaire de la jeune génération :

« Une l'a construite, l'autre doit participer à la sauver alors qu'elle est prise entre les tirs croisés de la social-démocratie qui la tue à petit feu, l'extrême droite qui veut la tuer, et une partie de la gauche qui devient eurosceptique ».

Le repli national n'est, en tout cas, pas l'option de Katja Kipping. « Nous avons besoin de plus d'Europe, pas de moins, pour résoudre les questions qui se posent à l'humanité », a-t-elle déclaré à la tribune. Avant de s'en prendre au néo-libéralisme et à appeler à une « Europe sociale ». Une nouvelle utopie européenne est-elle en marche ? DiEM25 a en tout cas montré, à la Volksbühne, qu'il veut vivre l'instant européen... en le changeant fondamentalement.

● **FABIEN PERRIER**

Yanis Varoufakis : « Nous voulons démocratiser l'Union européenne »

Mardi se tient à Berlin la conférence Diem 25.

Le « lancement d'un mouvement », nous explique Yanis Varoufakis, qui veut enrayer la désintégration de l'Union européenne en rétablissant de véritables processus démocratiques.

L'ancien ministre des Finances grec est l'instigateur de cette initiative paneuropéenne. De nombreuses personnalités se sont désormais jointes à lui, de Julian Assange (Wikileaks) à Walter Baier (Transform !) en passant par Brian Eno (musicien), Julien Bayou (Les Verts) ou encore Toni Negri (philosophe). Entretien avec Yanis Varoufakis sur ce mouvement, son origine et l'état de l'Union.

Regards. Pourquoi avez-vous lancé cette conférence du 9 février à Berlin ?

Yanis Varoufakis. Ce n'est pas une conférence, mais le lancement d'un mouvement paneuropéen. Le principe est à la fois simple et radical : nous voulons démocratiser l'Union européenne.

Aujourd'hui, elle se fragmente. C'est le résultat négatif d'un mécanisme qui mêle autoritarisme et politiques économiques en échec. La réponse de Bruxelles est d'accroître l'autoritarisme. L'UE ne survivra pas à ce cercle vicieux.

Quelle est la nouveauté de votre approche ?

Elle réside dans la façon de procéder. Au lieu de nous organiser d'abord à l'échelle locale, celle des États-nations avec des partis nationaux formant des alliances entre eux qui coopèrent essentiellement au niveau bruxellois, nous procédons de la manière inverse. Nous créons un mouvement sans frontière, qui œuvre en même temps à travers l'Europe. Ainsi, nous pouvons définir ce que nous, en

tant que citoyens européens, voulons faire et mettre en place pour démocratiser l'UE. Et dès que nous aurons abouti à un consensus, je suis sûr qu'il trouvera sa propre expression électorale dans les États-membres. Nous verrons ensuite quelle forme cette représentation doit prendre. C'est donc un mouvement dynamique, européen, transfrontalier et qui regroupera les citoyens concernés par l'état de l'Europe, le manque de démocratie, voire sa mort.

Pensez-vous que les Européens ressentent ce déficit démocratique au sein de l'UE ?

Jusqu'à l'an passé, peut-être pas. Mais, la façon dont la Troïka, non élue, a écrasé le gouvernement grec, issu des urnes, a alerté de nombreux électeurs, de nombreux citoyens – y compris ceux qui ne partageaient pas nécessairement nos convictions – sur le manque de démocratie en Europe. Et, plus encore, sur le mépris fondamental des principes démocratiques qui règne au sein de l'UE. Quand j'étais ministre des Finances, un homologue d'un autre État-membre m'a signalé que « les élections ne pouvaient rien changer » ! Les gouvernements de l'UE sont élus, mais les décisions sont ensuite prises dans des enceintes non élues, non représentatives, illégitimes, comme l'Eurogroupe par exemple. Nombre de décisions qu'il prend affecte pourtant la vie de tous les citoyens. Les politiques décidées échouent, sont

contestées et conduisent à une fragmentation de l'UE. La seule réaction de Bruxelles et de Francfort [siège de la BCE, NDLR] est d'accroître l'autoritarisme, de réduire la démocratie. Cette spirale devient hors de contrôle.

Mais la démocratisation de l'UE est-elle possible sur ses bases actuelles ? Dès son origine, les industries en détenaient les rênes...

Sans doute. À son commencement, l'UE était une forme de cartel : celui du charbon et de l'acier. La démocratie ne fait

« La seule réaction de Bruxelles et de Francfort est d'accroître l'autoritarisme, de réduire la démocratie. Cette spirale devient hors de contrôle »

pas partie de son ADN. Est-ce possible de démocratiser l'Europe ? À vrai dire, je ne sais pas. Si nous étions au XIX^e siècle en train de discuter la création d'un mouvement contre l'esclavage, la même question de fond se poserait –

est-ce possible ? –, car il n'y avait jamais eu de société sans esclave auparavant. Mais le fait même de croire à cette possibilité la rend possible. C'est le pouvoir de l'esprit humain et de la politique.

Comment y parvenir ?

Nous devons agir en trois étapes. Tout d'abord, nous avons besoin de transparence. Ce que j'ai vécu en tant que ministre, à Bruxelles, à Francfort, à Berlin, à Paris... m'a montré une chose : quand les décisions sont prises derrière des portes closes, dans l'opacité, le processus de décision est toxique et le résultat est terrible pour les Européens. Nous devons donc tout faire pour que des rayons de lumière atteignent ces corridors du pouvoir. Transparence, donc. Pourquoi ne pas diffuser en direct les réunions importantes, celles du Conseil européen, de l'Eurogroupe... ? Je peux vous assurer que toutes les terribles décisions qui ont été prises ces six dernières années n'auraient pas été prises aussi légèrement si nos représentants avaient su qu'ils étaient écoutés, regardés par les citoyens. Cette mesure peut être appliquée dès demain ! Et si les dirigeants résistent, il faudrait qu'ils expliquent, rationnellement, pourquoi.

Quelles sont les étapes suivantes ?

La deuxième mesure devrait être prise en l'espace de six mois. Il s'agit du redéploiement des institutions existantes

telles que la BCE, le mécanisme de stabilité, le fonds européen d'investissement afin de mettre un coup d'arrêt à la crise persistante, consécutive à l'explosion de la dette publique, aux investissements faibles, au poids du système bancaire... Et d'arrêter la crise humanitaire

« Quand les décisions sont prises derrière des portes closes, le processus est toxique et le résultat est terrible pour les Européens »

qui se développe partout en Europe, comme en témoigne la pauvreté grandissante. Cela peut même être mis en œuvre, essentiellement, dans le cadre des traités existants. La troisième phase de démocratisation consiste à créer une assemblée constitutionnelle afin de discuter d'une constitution fédérale, et démocratique, pour l'Union dans les dix prochaines années. Sinon, nous courons droit à la désintégration de l'UE dont les coûts seraient terribles pour tous.

● ENTRETIEN RÉALISÉ EN PARTENARIAT AVEC THEPRESSPROJECT AUQUEL YANIS VAROUFAKIS A ACCORDÉ LE MÊME JOUR UNE INTERVIEW.

Que faire de l'Union européenne ?

Sortie de l'euro et de l'Europe, «européisme», «réalisme», souverainisme, nationalisme... Roger Martelli répond à Frédéric Lordon sur le type de rupture que la gauche doit opposer à un projet européen dévoyé.

En hommage à Elisabeth Gauthier.

* * *

Delenda Carthago, « Carthage doit être détruite », s'exclamait Caton l'Ancien à chacun de ses discours, au temps de la rivalité de Rome et de Carthage. « La zone euro doit être abandonnée », réclame inlassablement Frédéric Lordon. Il faut lui reconnaître que Carthage fut effectivement détruite. Les litanies opiniâtres du vieux conservateur romain n'en furent toutefois pas la cause, mais le fait que Rome, alors puissance montante de la Méditerranée, avait les moyens de terrasser son adversaire.

Or, à ce jour, hors de l'euro ou dans l'euro, le problème est que les forces de transformation sociale n'ont pas les ressources capables de les faire gagner. Dans ces conditions, promettre la victoire par la sortie de l'euro a, au mieux, la vertu mobilisatrice de Paul Reynaud

– futur dernier chef de gouvernement de la IIIe République – affirmant en septembre 1939 : « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts ».

QUELLE RUPTURE AVEC L'EUROPE ?

Ceux qui disent que la question de l'Europe devrait être un élément structurant des controverses à venir, et donc un thème majeur de la présidentielle de 2017, ceux-là ont raison. Tout consensus factice, qui ignorerait les divergences réelles sur ce point, serait source de désastres futurs. Il y a pour l'instant une ligne de fracture, à court terme insurmontable, entre ceux qui considèrent que le cadre actuel de l'Union est aménageable en l'état et ceux qui pensent que seule une rupture du cadre lui-

même rend possible une ultérieure avancée démocratique et sociale.

Une fois ce constat admis, inutile de se cacher que, à l'intérieur d'un parti pris de rupture, les désaccords sont profonds et que les toutes dernières années les ont avivés. Reste à savoir si ces désaccords sont à ce point fondamentaux qu'ils nécessitent d'installer des barrières à l'intérieur d'une gauche bien à gauche. En 2005, après la victoire du «non» contre le projet de Traité constitutionnel européen, la Ligue communiste révolutionnaire expliqua qu'un clivage décisif opposait désormais les «antilibéraux» et les «anticapitalistes». Je continue de penser que la LCR avait tort, qu'elle en a payé l'addition, mais que nous l'avons tous payée avec elle. Je ne voudrais pas qu'une semblable dispute nous paralyse aujourd'hui.

J'ai commencé par une pique à l'encontre de Lordon. Cela ne m'empêche pas de juger qu'il exprime avec force une cohérence que je récusé dans sa trame, mais que je ne méprise pas. Dans ses livres récents, Lordon se réclame en permanence de Spinoza pour plaider en faveur d'une vision «réaliste» des rapports internationaux. Le «mondialisme», nous dit-il, est une belle idée, mais une parfaite utopie dans un monde où règne le rapport des forces. Il n'y a pas de mobilisation sociale ou civique sans «affect», ajoute-t-il. Or, depuis deux siècles, les «affects» politiques se construisent dans un cadre national. Tout parti pris subver-

sif doit donc s'enraciner avant tout dans un cadre national. C'est sur cette base-là, et sur elle seulement, que des rapports solidaires peuvent se nouer entre les nations.

En ce sens, «l'eupéisme» qu'il exècre est au mieux un enfant perversi de l'internationalisme. Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup y ramène, expliquait Jaurès. Lordon se rêve-t-il en nouveau Jaurès ? En tout cas, son propos est clair ; c'est en redonnant à chaque nation la base de sa souveraineté économique et donc en lui restituant sa monnaie nationale, que l'on créera, mais ultérieurement, les bases d'une coopération continentale équilibrée.

Des motifs solides m'éloignent de ce cadre de pensée.

1. Tout d'abord, le «réalisme» est un piège à mes yeux. En matière d'analyse des relations internationales, il existe une théorie dite «réaliste», qui a été formalisée aux États-Unis il y a plus d'un demi-siècle. Elle repose sur un postulat simple : « La politique internationale, comme toute politique, est une lutte pour la puissance » (Hans Morgenthau, 1948). Lordon nous propose une version «de gauche» du paradigme réaliste. La lutte des classes se confond avec la guerre, or la guerre récusé «l'angélisme». Dès lors, toute lutte oppose dans chaque camp les faibles et les forts, les durs et les mous, les déterminés et les indécis,

les radicaux et les capitulards. Qui veut la guerre doit se doter des armes pour la mener. D'abord la fougue d'Achille et l'ordre militaire d'Agamemnon ; la prudence du vieux Nestor et la ruse d'Ulysse ne viennent qu'après...

Cette façon de voir, qui n'échappe pas à un certain virilisme, n'est rien d'autre que celle de la guerre froide, même si elle est vue de gauche. Il y aurait toujours deux classes (aujourd'hui le «peuple» et la «caste» ou les «élites») et donc deux camps. On ne dit plus «classe contre classe» -- l'histoire communiste fait que la formule est mal vue. Mais il y aurait le système et l'anti-système, eux et nous, camp contre camp. L'histoire pourtant devrait faire réfléchir. Le communisme d'après 1945 a voulu «choisir son camp» et lui donner toutes les ressources de la puissance. À l'arrivée, il a perdu. Pas seulement parce que ses forces étaient inférieures, mais parce que pour gagner il en est arrivé à pousser si loin les logiques de la puissance (discipline, étatisme, coercition) qu'il est devenu le contraire de ce pour quoi des millions d'individus s'étaient reconnus en lui. La vérité du «réalisme», hélas, ce fut le stalinisme. La Russie soviétique crut qu'elle avait ainsi assis définitivement sa puissance ; elle ne vit pas qu'elle créait en fait les conditions de sa paralysie, puis de sa nécrose.

Aujourd'hui, où l'on nous explique à longueur de temps que nous sommes en état de guerre, la logique ne devrait

pas être de s'adapter à la guerre mais de s'en sortir. Le réalisme supposé de la puissance est toujours un leurre, quel que soit le «camp» qui en use. Dans le cas du mouvement critique (dont le mouvement ouvrier a été longtemps la figure historique majeure), il conduit au désastre. En ce sens, ce qui s'est produit hier se reproduira demain.

2. À sa manière, Lordon n'affirme curieusement rien d'autre que ce que prônait... le PCF jusqu'aux années 1980.

Que disaient alors les communistes ? Que la crise était « avant tout nationale », que la lutte contre le capitalisme l'était tout autant et que le socialisme ne pouvait être qu'aux « couleurs de la France ». Cette conception avait sa force et je l'ai longtemps partagée, avec passion. Elle n'est plus la mienne aujourd'hui, même si je n'ai aucune envie de seulement lui tourner le dos.

Nous vivons dans un monde qui n'est plus seulement la juxtaposition des nations. Ce n'est pas que la nation se soit évanouie, comme le pensaient certains, ni que l'État national ait perdu toute possibilité d'agir sur l'ordre des choses. Mais l'interdépendance des sociétés humaines fait que la structuration du social se fait dans un cadre qui n'est plus uniquement celui de «l'inter-national», mais qui est fait tout autant de «supra-national». Le communisme ou le socialisme «dans un seul pays» a toujours été une illusion ; ce l'est plus que jamais

aujourd'hui.

Le problème de notre temps n'est pas que la mondialisation ait imposé comme figure dominante celle du supranational, mais qu'elle ait totalement superposé mondialité et capitalisme, efficacité et concurrence, gestion supranationale et gouvernance. Qu'on le veuille ou non, que cela soit facile ou difficile, nous sommes devant un dilemme, que l'on ne peut nier et que l'on doit assumer. Si nous quittons le terrain du supranational, nous le laissons aux forces dominantes et, ce faisant, nous leur abandonnons le monopole d'énonciation de ce qui est raisonnable et de ce qui ne l'est pas, de ce qui est légitime ou illégitime, de ce qui est possible et de ce qui est impossible. Mais si nous occupons le terrain du supranational, nous devons le faire d'une manière qui ne nous engluie pas dans la forme aujourd'hui imposée (concurrence et gouvernance) de la supranationalité. Dans un cas, nous nous isolerions ; dans l'autre cas, nous nous enliserions.

3. Il se trouve que la superposition savamment construite par les forces dominantes ne vaut pas que pour le cadre supranational. Elle ne concerne pas que l'UE. Elle s'est tissée à l'intérieur de chaque territoire, du local au planétaire, jusqu'à devenir partout une évidence incontournable, celle du «TINA» (There is no alternative). Les défaites, «nos» défaites ont été enregistrées partout, et la plupart du temps elles

ne l'ont pas été d'abord dans le cadre européen. Celui-ci n'est pas plus voué par nature à «l'ordolibéralisme», que le cadre national ne l'est au «post-capitalisme». En fait, mieux vaut nous débarrasser des explications commodes en termes de «d'abord» ou «d'avant tout».

Ni «avant tout européenne» ni «avant tout nationale» : c'est dans chaque territoire que se mène la lutte pour un autre modèle de développement et une autre architecture démocratique. On peut même ajouter : c'est dans la mesure où les transformations sont pensées de façon cohérente à toutes les échelles, du haut en bas ou de la cave au grenier, que l'action transformatrice puise sa puissance de conviction pour gagner et sa force de réalisation pour construire une rupture avec l'ordre dominant.

Contrairement à ce que sous-entend Lordon, toute pensée transformatrice dans le cadre européen n'est pas un «européisme» ; en sens inverse, toute prise en compte du fait national et des capacités d'action de l'État national n'est pas un «souverainisme». Mais «l'euro-péisme» et le «souverainisme» sont les deux pièces d'un étai qui étouffe la dynamique démocratique. Je ne vois pas en quoi proposer d'agir dans les institutions européennes pour les contester est européiste ; en revanche, je ne vois pas pour l'instant en quoi Lordon nous évite le piège du souverainisme.

4. Pour réfléchir sur l'enjeu euro-

péen, l'expérience grecque n'est pas secondaire.

Mais en faire l'opérateur par excellence d'une pensée renouvelée est à mes yeux une impasse. Je crains que, sur la question grecque, les désillusions ne soient à l'aune d'un excès d'espérance. Dans la gauche de gauche, on a trop vu, dans la victoire de Syriza, le nouveau «maillon faible», celui qui, après tant d'expériences malheureuses, allait enfin créer la faille par laquelle finirait par s'engouffrer l'urgence de révolution.

S'il y a pour moi une leçon à tirer, c'est précisément que le maillon faible n'existe pas, qu'il n'y a pas de moment magique à partir duquel s'enclenchent les cycles vertueux. L'action transformatrice, l'imposition de logiques de rupture ne peuvent se penser que comme un processus étalé dans le temps, fait d'avancées et de reculs, où seule compte la cohérence des efforts accomplis dans chaque territoire. D'une manière ou d'une autre, toute avancée dans un territoire, local, régional ou national, qui ne s'appuie pas sur une mobilisation correspondante ailleurs est potentiellement vouée à une inefficacité au mieux relative, quand ce n'est pas à un échec final.

Au début des années 1980, la victoire en France de l'union de la gauche dans une Europe en voie de néo-libéralisation, c'était en germe la possibilité du renoncement social-démocrate. Des centaines de milliers de manifestants et d'électeurs en Grèce et une opinion publique européenne qui regarde, fût-ce

avec sympathie, mais qui n'agit pas pour soutenir, cela limite d'emblée le champ de manœuvre pour l'État d'un pays peu puissant, dont la société est éclatée. Un «non» majoritaire en France sans mouvement politique européen pour en imposer une vision continentale, et sans construction politique nationale pour y aider, cela crée la possibilité d'une reprise en main par les dominants, en France comme ailleurs. De puissants mouvements d'indignés, ici ou là, qui ne peuvent se raccorder à une contestation continentale coordonnée, cela donne de l'air frais mais n'offre pas nécessairement une force propulsive généralisée sur la durée.

Le constat de départ est tout simple : il n'existe pas encore, à l'échelle continentale, de mouvement social et politique assez fort pour contester l'hégémonie des forces dominantes de la finance et de la rationalité technocratique. Bien des raisons expliquent ce fait ; mais force est de constater que cette carence de longue durée est un lourd handicap. La surmonter est une rude tâche ; s'en détourner est une faute. De plus, c'est un leurre : il n'est pas plus commode de vaincre le «système» dans le cadre national que dans le cadre européen.

5. À bien des égards, il n'y a pas plus de projet «européen» de transformation qu'il n'y a de projet «national». Les forces de critique doivent formuler un projet cohérent de rupture

avec les logiques dominantes. Ce projet a des dimensions territoriales particulières, mais dont l'efficace ne vaut que si ces dimensions s'articulent entre elles. On peut donc énoncer de façon spécifique le niveau territorial particulier du projet transformateur ; cela n'en fait pas pour autant un projet régional, national ou européen par nature.

De ce point de vue, je mettrais pour ma part en garde contre des formules qui me paraissent relever davantage de la rhétorique que de la pensée stratégique. Pour tenir compte de l'expérience grecque, on trouve par exemple (je pense aux réflexions stimulantes de Coutrot et Khalfa) les idées suivantes : une France de gauche ne devrait pas proposer une sortie de l'euro, mais engager unilatéralement des mesures en rupture avec la logique de fonctionnement des traités et, sur cette base, en assumer les conséquences, jusqu'à une possible exclusion de l'euro.

Je comprends l'intention qui sous-tend la proposition, mais je n'en vois pas très bien les implications. Un «Grexit» aurait fragilisé l'euro, mais ne l'aurait pas remis en cause ; un «Franxit», lui, affecterait dans ses structures fondamentales un dispositif certes dominé dès le départ par l'Allemagne, mais qui est l'expression d'un couple central, face à un Royaume-Uni resté monétairement en marge. Une exclusion de la France signifierait, de facto, une fin de l'euro et donc une remise à plat globale. Et si, malgré tout,

on est convaincu qu'une logique anti-austérité conduisait nécessairement à la rupture avec l'Union, autant l'envisager sans attendre. Mais auquel cas, se pose la question de l'alternative. La France seule dans la «mondialisation» ? Impossible. Des alliances, mais avec qui ? Des États plus faibles ? Il faut en trouver qui veuillent bien d'un tel accord et il faut que ledit accord soit à la fois équilibré (pas de rapport déguisés de domination, du type «Françafrique») et efficace dans la jungle internationale. Des relations privilégiées avec la Russie ou la Chine, plutôt qu'avec l'Allemagne ? Pas sûr qu'on ne tombe pas de Charybde en Scylla... Auquel cas, la position qui consiste à dire que l'on rompt et que l'on n'a peur d'aucune conséquence risque de n'être guère qu'une posture un peu incantatoire du «même pas peur !»... Ce fut au départ la posture des socialistes après 1981. Elle n'a pas duré très longtemps. Bien sûr parce que... les socialistes sont les socialistes. Mais il ne faut pas sous-estimer un autre problème, qui ne tient pas seulement à une propension socialiste au compromis. Si la radicalité moderne est un processus long de passage d'une dominante à une autre et si la conception que nous avons de la sphère publique s'écarte de la logique étatiste, qui garantit qu'une accélération trop rapide du processus de rupture ne débouchera pas, une fois de plus, par commodité, sur une étatisation de fait des secteurs décisifs ? Nous aurions

alors fait reculer l'appropriation privée, pas nécessairement progresser l'appropriation sociale. Ce qui poserait à la fois des problèmes de construction politique (il faut des majorités pour accepter l'accélération et ses conséquences) et des problèmes d'éthique politique (il faut de l'émancipation et pas de la collectivisation). Se contenter de dire que l'on va vers la rupture et qu'on verra ensuite les conséquences me semble manquer un peu trop d'esprit de suite.

Mieux vaut alors s'en tenir à l'idée que l'on ira le plus loin possible dans la tension entre l'exigence émancipatrice et un cadre européen qui en nie pour l'instant la pertinence. En ajoutant bien sûr que, à chaque moment, un débat public national, sur la base d'une information permanente, permettra au peuple (ici l'ensemble des citoyens) d'exercer dans les meilleures conditions sa souveraineté, c'est-à-dire d'être informé, de délibérer, de décider et d'évaluer, le plus souvent possible par voie directe.

6. Je termine par un retour sur «l'euro-péisme». Communiste, je viens d'une culture française qui a été radicalement critique à l'égard de la construction européenne entreprise après 1945. Je n'ai pas varié dans l'intensité critique et «l'euro-péisme» n'est décidément pas mon horizon. Mais j'ai fini par me convaincre qu'il y avait un piège meurtrier, quelle que soit la logique historique de l'Union européenne, à identifier

l'Europe telle qu'elle est à l'Europe telle qu'elle doit être.

Je suis même étonné qu'une pensée qui se veut «non utopique» et «réaliste» n'aille pas plus loin. Nous vivons dans un monde inégal et instable, de plus en plus polarisé et de plus en plus incertain. Par-là ce monde, qui regorge de potentialités, est en même temps un monde dangereux, non pas parce qu'il est menacé par la «guerre des civilisations», mais parce qu'il est gangrené par la concurrence et la gouvernance. Au moment où le nationalisme de rétraction, du «eux et nous» et du «chacun chez soi» est en train de prospérer, le jeu de la puissance (économique, militaire, politique) est plus que jamais le régulateur par excellence.

Se plier à la loi de la puissance est un leurre ; en ignorer les effets est un enfantillage. Or, si l'on excepte quelques États continentaux, le niveau qui détermine l'influence échappe pour l'essentiel aux États nations. En Europe, en tout cas, aucun État n'atteint ce seuil de crédibilité, pas même l'Allemagne. D'une manière ou d'une autre, c'est l'Europe qui, quelle qu'en soit l'extension, constitue une force qui compte vraiment. La question clé n'est pas alors de discuter de la pertinence du cadre (il l'est à l'échelle mondiale) mais de son orientation.

L'Europe dans la mondialisation sera-t-elle une Europe-marché, une Europe-puissance ou une Europe-société ? L'Europe a-t-elle ou non, par son histoire

et sa configuration, des ressources pour peser en faveur d'une autre mode de développement, d'une autre dynamique citoyenne, d'une autre conception du caractère structurant des droits, d'une autre manière d'articuler le social et le politique ?

POUR UNE SOUVERAINETÉ... POPULAIRE

Aux yeux de tous, le moment est crucial. S'il n'y a pas des changements fondamentaux au sein de l'UE, le projet européen court droit à la catastrophe. Guest star présent par écran interposé, l'activiste Julian Assage a ainsi expliqué : « Après la deuxième guerre mondiale, il y avait le rêve de ce que l'Europe pourrait être. Ce rêve a été perdu. » Plus tôt dans la journée, le tonitruant ex-ministre grec des Finances avait estimé que l'UE doit se refonder... ou elle mourra. Après elle, le chaos. « Une désintégration de l'UE susciterait un effondrement ressemblant terriblement à ce qui s'est passé dans les années 30 » avec l'arrivée des nazis au pouvoir, pronostique-t-il. Et d'enfoncer le clou un peu plus tard, micro en main :

« Je dis à mes amis communistes, ou de gauche, qui pensent que le retour à l'État-nation serait une solution qu'ils se trompent. À chaque fois que l'histoire a emprunté cette voie, le résultat fut catastrophique. C'est systématiquement le fascisme qui l'emporte ».

Ou encore, l'économiste iconoclaste ex-

pliquait dans une de ces formules dont il a le secret :

« La volonté de changer l'Europe est peut-être utopique, mais c'est un devoir que d'essayer. Sinon, la plus sévère des dystopies [contre-utopie, NDLR] surviendra : celle connue dans les années 1930 ».

REFAIRE LE PARI DE L'EUROPE

Si ces ressources existent, comment les mobiliser ? Comment faire en sorte que l'orientation générale des choix ne soit pas fixée par les marchés, les lobbies et les technostructures, mais par les populations, toutes les populations sans exception ? Comment faire en sorte que les peuples d'Europe, sans pour autant se définir comme un « peuple européen », apprennent à se considérer comme un acteur commun d'un destin continental transcendant celui de chacun de leurs États ?

Dès l'instant où ces questions occupent le devant de la scène, la controverse du fédéralisme et du souverainisme n'a plus de sens. Le cadre européen est stratégique pour l'avenir de chaque peuple européen et pour l'équilibre du monde, mais il n'a pas encore l'épaisseur d'un cadre unanimement reconnu de citoyenneté. Le cadre national, même affaibli, reste un cadre de politisation, mais il n'a plus la force propulsive qui en faisait le lieu où se déterminaient «avant tout» les rapports de force. L'Europe n'a pas

la centralité suffisante et la nation ne l'a plus. Inutile de pleurer les bonheurs nationaux d'hier ou de rêver du bonheur européen de demain : les deux affirmations précédentes sont vraies en même temps. Il n'y a donc pas d'autre choix que de les accepter en même temps. Disons-le en un mot : la souveraineté reste une question centrale, mais il s'agit surtout de dire si elle est populaire ou non. Locale, régionale, nationale, continentale ou planétaire, peu importe le territoire : l'essentiel est de se convaincre et de convaincre que la souveraineté sera populaire ou qu'elle ne sera pas.

● ROGER MARTELLI

RÉFÉRENCES

Frédéric Lordon, *La malfaçon. Monnaie européenne et souveraineté démocratique*, Les Liens qui Libèrent, 2014

Frédéric Lordon, *Imperium. Structures et affects des corps politiques*, La Fabrique, 2015

Alexis Cukier, Pierre Khalfa (coord.), *Europe, l'expérience grecque*, Éditions du Croquant, 2015

S. Halimi, R. Lambert, C. Lapavistas, P. Rimbert, Y. Varoufakis, *Europe : le révélateur grec*, Les Liens qui libèrent, 2015

Stathis Kouvélakis, *La Grèce, Syriza et l'Europe néolibérale*, La Dispute, 2015

Marie-Laure Coulmin Koutsafis (dir.), *Les Grecs contre l'austérité*, Le Temps des Cerises, 2015

Dominique Crozat, Élisabeth Gauthier (coord.), *Écrits sur la Grèce*, Éditions du Croquant, 2015.

Quel «socialiste» est Bernie Sanders ?

**Désormais principal rival d'Hillary Clinton pour
l'investiture démocrate, Bernie Sanders reste méconnu en
France, où l'on préfère moquer Donald Trump que parler
de ce radical qui bouleverse la politique américaine. Faisons
les présentations.**

Il est passé en quelques mois du statut d'underdog à celui d'outsider, au point de menacer sérieusement Hillary Clinton, face à laquelle il n'a «perdu» les caucus de l'Iowa qu'à la défaveur de tirages au sort. Sa levée de fonds a obtenu un succès tout aussi inattendu, et ses meetings rassemblent une vaste et fervente audience. Si Bernie Sanders reste derrière Clinton dans les intentions de vote nationales, et s'il doit prendre l'avantage sur elle auprès des minorités afro-américaines et hispaniques, les sondages le donnent vainqueur plus largement qu'elle face à Donald Trump, et vainqueur contrairement à elle face à Ted Cruz.

« Nous avons réussi ce que les élites politiques jugeaient impossible. Ne nous sous-estimez pas », a-t-il déclaré lundi. Certes, il ne bénéficie par des mêmes appuis que sa rivale au sein du Parti démocrate, et le pragmatisme pousse beaucoup de ses soutiens potentiels

à soutenir la favorite. Mais l'Amérique aime les success stories et ses James Stewart : après Mr Smith, Mr Sanders goes to Washington ?

En attendant, que les primaires et les élections apportent une réponse à cette question, tâchons de répondre à celle-ci : qui es-tu, Bernie Sanders ?

UNE VIEILLE BARBE QUI RAJEUNIT LA POLITIQUE

Comme Jeremy Corbyn (66 ans) au Royaume-Uni, Bernard Sanders (74 ans) opère un paradoxal renouvellement de sa classe politique nationale. Certes, c'est un vieux mâle blanc, mais il est d'extraction populaire (ses parents sont des juifs polonais arrivés à Brooklyn dans les années 20) et il a vécu de jobs ordinaires avant son entrée en politique. Surtout, cet austère aux cheveux ébouriffés, à la silhouette voûtée et aux costumes quelconques séduit la jeunesse : selon un sondage CNN, près de 85%

des 17-29 ans qui ont participé aux caucus de l'Iowa ont voté pour lui. Et de tous les candidats, c'est lui dont la dynamique est la plus forte sur les réseaux sociaux.

UN ÉLECTRON LIBRE

Il a derrière lui toute une carrière en politique, mais elle a commencé en bas de l'échelle : après un parcours de militant dans les années 60 et 70, pour les droits civiques notamment, et au sein de petites formations de gauche, il est élu en 1981 maire de la ville de Burlington (Vermont, 40.000 habitants), à la surprise générale, contre un candidat démocrate. Puis accède à la Chambre des représentants en 1990 en tant que candidat indépendant. C'est encore sans l'investiture du Parti démocrate (mais avec son soutien) qu'il conquiert son siège de sénateur en 2006. Il n'est toujours pas membre du parti dont il brigue l'investiture, et reste à ce jour le seul élu indépendant du Congrès. À noter aussi : il a voté contre les guerres en Irak de 1991 et 2003, et souhaite l'abolition de la peine de mort.

UN SOCIALISTE (FUMEUR DE JOINTS)

En ces temps de grande confusion sémantique sur «la gauche», voir une figure politique américaine majeure se déclarer ouvertement socialiste donne un peu le vertige. Jusqu'à récemment, le terme était encore utilisé aux États-Unis pour disqualifier tout «libéral» (au sens anglo-saxon) un peu trop parta-

geux¹. Sanders, que Barack Obama a qualifié de « socialiste fumeur de joints », n'a jamais caché son admiration pour Eugene V. Debs, cinq fois candidat du Parti socialiste d'Amérique à l'élection présidentielle (1900, 1904, 1908, 1912 et 1920), la dernière fois depuis sa prison. Il est même assez écosocialiste, son programme incluant l'instauration d'une taxe carbone et le développement de l'énergie solaire, tandis qu'il refuse les financements de sa campagne par les compagnies pétrolières².

PLUTÔT UN SOCIAL-DÉMOCRATE, EN VÉRITÉ

Au sein du Parti démocrate, on le décrit plutôt comme un «démocrate progressiste» qui, au sein de l'aile gauche de la formation, reste légaliste puisqu'il « vote 98 % du temps avec les démocrates ». Quelque chose comme un authentique social-démocrate inspiré par la Suède d'Olof Palme : « Son combat porte sur la redistribution des richesses, non sur leur propriété ou leur contrôle », note Bhaskar Sunkara (Jacobin) pour le Monde diplomatique, ni sur la « propriété publique des moyens de production » en laquelle dit ne pas croire. En revanche, il milite pour une assurance santé publique et universelle, la séparation des banques

1. Pour le journaliste politique Jamelle Bouie, cité par Slate, « Sanders a rallié des millions de Démocrates à la bannière du «socialisme démocratique» (...) et réussi à faire passer le mot «socialiste» d'insulte à étiquette politique légitime », et il est d'ores et déjà « le premier socialiste en un siècle à construire un vrai mouvement de masse dans la politique américaine ».

2. Sur le caractère écologiste de Sanders, lire l'article de Reporterre qui souligne aussi les limites de ses engagements en la matière.

de dépôt et d'affaires, le doublement du salaire minimum ou la gratuité de l'enseignement supérieur. Il se démarque fortement d'une Hillary Clinton qui affiche sa proximité avec le grand capital, à laquelle on reproche d'avoir touché 600.000 dollars en donnant trois conférences pour Goldman Sachs – dont le patron vient tout juste d'estimer que Sanders était « dangereux »³.

UN RÉVOLUTIONNAIRE QUAND MÊME

Du moins si l'on parle avec lui de «révolution politique». « Si je me présente, c'est pour contribuer à former une coalition qui peut l'emporter, qui peut transformer la politique », déclarait-il à l'orée de sa candidature, en mars 2014. Dénoncer l'accaparement de la chose publique par une caste qui défend plus l'intérêt des puissants que ceux des citoyens lui permet de rencontrer un fort écho dans la société américaine – et de résonner avec un mouvement comme Podemos. Sanders donne voix aux «99%» et rencontre un désir croissant d'alternative à la bipolarisation. « Il réhabilite l'idée selon laquelle l'Etat peut venir en aide aux défavorisés, pour peu qu'il s'appuie sur des mouvements sociaux capables d'instaurer un rapport de forces avec le pouvoir de l'argent », résume encore Bhaskar Sunkara. Aux États-Unis, c'est en soi une révolution.

3. Par ailleurs, Hillary Clinton est issue de la «troisième voie» promue par les «Nouveaux démocrates» pour répliquer à la révolution réagnienne (en lui collant le train).

LE GAGNANT D'UNE POLARISATION DE LA VIE POLITIQUE AMÉRICAINE

Même si les chances de voir Donald Trump emporter l'investiture républicaine ont décliné, la popularité cet ultralibéral ultraréactionnaire est le signe d'une radicalisation dans son camp. L'antagonisme n'en est que plus frappant avec Bernie Sanders : quand le premier affiche ses obsessions xénophobes, le second axe son propos sur les inégalités, dont la conscience a progressé depuis la crise de 2008. La popularité de Sanders repose aussi sur un renouveau des mouvements sociaux qui a culminé avec Occupy Wall Street, mais s'est également exprimé ailleurs (grèves des enseignants et des employés de la restauration rapide, protestations massives contre les violences policières racistes, etc.), et même sur la gauchisation du Parti démocrate. Il a même réussi à encanailler Hillary Clinton qui, par exemple, a fini par dire son opposition au Traité transatlantique...

QUESTION SUBSIDIAIRE : A-T-IL UN RAPPORT AVEC D'AUTRES BERNIE ?

Vaguement. On peut adapter les paroles de Bernie Bonvoisin, chanteur de Trust, pour lui prêter un «Antisocialiste, tu perds ton sang-froid». Ou reprendre celles du personnage interprété par Albert Dupontel dans le film du même prénom : «Kenavo, les bouseux (du Midwest)» ● JÉRÔME LATTÀ

Jeremy Corbyn : premier bilan et perspectives

Élu à la tête du Parti travailliste après avoir fait le pari d'un positionnement clairement à gauche, Jeremy Corbyn reste isolé dans son propre camp. Mais un rapprochement avec la gauche anti-austéritaire pourrait amorcer une dynamique européenne.

En devenant leader du Parti travailliste, Jeremy Corbyn a contredit l'idée selon laquelle les partis sociaux-démocrates européens ne peuvent être dirigés que par des centristes dont les politiques confortent le néolibéralisme et l'austérité. Corbyn est à la tête d'un des plus grands partis sociaux-démocrates européens (près de 400.000 adhérents directs ; 600.000 en comptant les adhésions indirectes des syndicats). Son élection laisse-t-elle entrevoir le retour d'une social-démocratie sociale ? Son leadership favorisera-t-il l'émergence d'une dynamique politique commune au sein de la gauche européenne ?

RETOUR À GAUCHE

La victoire de Corbyn, en septembre 2015, est le fruit d'une conjoncture poli-

tique particulière. La base militante et les sympathisants (le Parti travailliste organisait sa première «primaire ouverte») se sont rebellés contre l'aile droite blairiste qui expliquait qu'Ed Miliband avait perdu l'élection pour avoir été «trop à gauche», notamment sur les questions économiques. Corbyn fut le seul candidat à affirmer que son parti avait été trop timoré, et n'avait proposé qu'une version light des politiques d'austérité conservatrices. Le SNP a en effet écrasé le Parti travailliste en Écosse car il a été le seul à défendre un programme qui s'écartait en partie de l'orthodoxie austéritaire.

Le mouvement citoyen qui a porté Jeremy Corbyn à la direction du Parti travailliste est officiellement né le 10 novembre 2010 : ce jour-là, des étudiants occupèrent le siège du Parti conserva-

teur pour protester contre le triplement du montant des frais d'inscription. Cette jeunesse politisée et radicalisée – une anti-génération Thatcher des années 90 – s'est retrouvée cinq années plus tard derrière le candidat Corbyn.

Son discours contre l'austérité, pour le désarmement nucléaire, la renationalisation des chemins de fer, le contrôle démocratique des sources d'énergie, la santé publique, la formation continue, les soins de l'enfant, ont galvanisé des électeurs de gauche désorientés par des décennies de recentrage à droite.

ISOLÉ DANS SON PARTI ET DANS L'OPINION

Le premier bilan du «corbynisme» est contrasté : la base militante reste, dans une large majorité, satisfaite de son leader. En remettant au goût du jour un discours «socialiste», Corbyn a ragailardi des militants désabusés par les années Blair-Brown. D'ex-militants qui avaient quitté le parti au moment de la guerre d'Irak sont revenus. La grande majorité des nouveaux adhérents sont des jeunes attirés, non par le parti, mais par Corbyn lui-même. Certains militent dans Momentum, un réseau hors-parti, qui a pour objectif de « continuer à faire vivre l'énergie et l'enthousiasme de la campagne de Jeremy Corbyn ».

Un sondage réalisé par YouGov, en novembre dernier, montre que 66% des adhérents estiment que Corbyn est un bon leader, mais seulement 30% des électeurs en général sont de cet avis.

C'est là où le bât blesse. Plus impopulaire encore que Michael Foot dans les années 80, Jeremy Corbyn fait l'objet d'un rejet massif dans l'opinion, même si nombre de ses détracteurs reconnaissent qu'il a des «principes» et des «convictions».

Comment expliquer la contradiction entre le soutien public à un agenda de gauche anti-austéritaire et une cote de confiance aussi basse ? Le début de l'ère Corbyn a été chaotique. Ne s'attendant pas à être élu, le député d'Islington ne semblait pas prêt à assurer la fonction. Il doit certes faire face à des cadres hostiles et une presse de droite déchaînée. Mais cela n'explique pas tout : positionné sur la gauche de la soft left, Corbyn est isolé dans un parti dans lequel il avait jusqu'à présent joué un rôle marginal. Dans les premiers temps, Corbyn s'est égaré dans des combats symboliques et secondaires : refus de chanter l'hymne national dans une cérémonie officielle ; condamnation embrouillée des djihadistes de Daesh après la tuerie de Paris ; livre rouge de Mao brandi par John McDonnell au parlement (ministre des Finances dans le shadow cabinet et son plus proche allié) ou remaniement du shadow cabinet chaotique

UNE DYNAMIQUE EUROPÉENNE ?

Jeremy Corbyn sera-t-il un allié utile aux sociaux-démocrates européens qui veulent rompre avec l'austérité ? Pour le moment, il semble privilégier le repli

sur les questions nationales. Alors que la bataille sur le Brexit fait rage en Grande-Bretagne, Corbyn est resté jusqu'à présent en retrait. Comme l'aile gauche radicale du parti, il ne s'est rallié à l'idée d'intégration européenne que tardivement et par pragmatisme. Il s'opposera à la sortie de la Grande-Bretagne lors du référendum, mais la question européenne ne semble pas l'intéresser outre mesure.

Ce positionnement insulaire pourrait cependant évoluer si Corbyn prend conscience qu'il a tout à gagner d'un rapprochement avec la social-démocratie européenne. Des partis sociaux-démocrates pourraient prochainement se réorienter à gauche (Espagne, Allemagne, France). Corbyn aurait également l'autorité pour s'adresser à une partie de la gauche radicale européenne (Front de gauche, Podemos, Syriza).

Un front paneuropéen contre l'austérité emporterait l'adhésion militante et populaire. Jeremy Corbyn, européen tiède, pourrait être la figure de proue d'une dynamique commune au sein des mouvements sociaux et de la gauche européenne. Ce rassemblement serait d'une grande portée politique, mais aussi symbolique, car il pourrait redonner confiance à une gauche qui en est dépourvue. ● **PHILIPPE MARLIÈRE**